ASCENZI (Anna), SANI (Roberto). – *Il libro per la scuola tra idealismo e fascismo. L'opera della Commissione centrale per l'esame dei libri di testo da Giuseppe Lombardo Radice ad Alessandro Melchiori (1923-1928)*

Milano : Vita e Pensiero, 2005, 768 p.

Mariella Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1178>

DOI : 10.4000/histoire-education.1178

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 133-135

ISBN : 2-7342-1043-6

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Mariella Colin, « ASCENZI (Anna), SANI (Roberto). – *Il libro per la scuola tra idealismo e fascismo. L'opera della Commissione centrale per l'esame dei libri di testo da Giuseppe Lombardo Radice ad Alessandro Melchiori (1923-1928)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 109 | 2006, mis en ligne le 23 mars 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1178> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1178>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

ASCENZI (Anna), SANI (Roberto). – *Il libro per la scuola tra idealismo e fascismo. L'opera della Commissione centrale per l'esame dei libri di testo da Giuseppe Lombardo Radice ad Alessandro Melchiori (1923-1928)*

Milano : Vita e Pensiero, 2005, 768 p.

Mariella Colin

RÉFÉRENCE

ASCENZI (Anna), SANI (Roberto). – *Il libro per la scuola tra idealismo e fascismo. L'opera della Commissione centrale per l'esame dei libri di testo da Giuseppe Lombardo Radice ad Alessandro Melchiori (1923-1928)*. – Milano : Vita e Pensiero, 2005, 768 p.

- 1 Cet ouvrage a été préparé par deux historiens appartenant au Centre de documentation et de recherche sur l'histoire du livre d'école et de la littérature pour l'enfance de l'Université de Macerata. Sur le modèle du programme « Emmanuelle » dirigé par Alain Choppin à l'INRP, le Centre de Macerata pilote actuellement un vaste programme dont les finalités sont le repérage et la publication de toutes les sources documentaires existantes, afin de les mettre à la disposition des chercheurs. L'un des volets est constitué par la collecte et la présentation ordonnée des textes officiels (textes législatifs et réglementaires, décrets, circulaires et rapports publiés dans le *Bollettino ufficiale* du ministère et par la *Gazzetta ufficiale del regno d'Italia*, ouvrages et brochures publiés par la « Libreria dello Stato » de Rome, manuscrits conservés dans les archives) réglementant les manuels et les livres des écoles primaires du royaume d'Italie, de 1860

jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le volume ici présenté est consacré à l'activité de la *Commissione centrale per l'esame dei libri di testo delle scuole elementari* pendant la période 1923-1928. Il est le premier d'une série qui en comprendra deux autres, recueillant le même type de sources documentaires, l'un en amont (de 1860 à 1922) et l'autre en aval (de 1929 à 1975). Sur ce laps de temps, à partir des sources ainsi réunies, il sera possible de procéder à plusieurs études globales, tant qualitatives que quantitatives.

- 2 Les documents rassemblés par Anna Ascenzi et Roberto Sani prouvent sans aucun doute l'intérêt de ces recueils. Les documents ministériels réunis ici permettent non seulement de reconstituer les orientations générales en matière d'éducation de la classe dirigeante italienne, libérale d'abord et fasciste ensuite, mais aussi d'établir un atlas historique et géographique de l'édition scolaire, grâce aux minutieuses listes d'ouvrages publiées par les instances ministérielles chargées d'examiner les livres d'école. La Commission centrale en charge de l'examen des livres pour l'école primaire pendant la période allant du premier gouvernement de Benito Mussolini à l'institution du « livre d'école unique » par le régime fasciste, examina et évalua les ouvrages en circulation dans les écoles primaires, afin de n'autoriser que les livres par elle inclus dans la « liste officielle des livres d'école ». Instituée le 23 mars 1923 par Giovanni Gentile, alors ministre de l'Instruction publique, elle changea cinq fois de président et de membres pendant la période où l'État libéral se transforma en État fasciste ; de 1923 à 1928 se succédèrent à sa tête Giuseppe Lombardo Radice (1923-1924), Giovanni Vidari (1925), Balbino Giuliano (1926), Michele Romano (1927) et Alessandro Melchiori (1928). Les mandats de ces présidents correspondirent à autant d'étapes de la « fascisation » progressive de l'école, qui verra le néo-idéalisme gentilien, encore nourri de valeurs philosophiques et pédagogiques, laisser place à une conception brutalement idéologique de l'éducation nationale.
- 3 Les résultats les plus riches et les plus intéressants sont de loin ceux des travaux effectués par la Commission Lombardo Radice (1923-1924), qui offrent une mine de renseignements. Ses seize membres examinèrent tous les manuels et les livres des disciplines enseignées dans le premier degré : livres de lecture, d'histoire et géographie, de chant, d'arithmétique et de religion ; manuels de notions variées, d'hygiène, de sciences physiques et naturelles... Un travail titanesque, qui aboutit à un rapport de synthèse pour chaque domaine, suivi de la liste de tous les ouvrages examinés, comprenant pour chaque titre une notice signalétique dans laquelle, après la description détaillée de la structure et des contenus, se trouve une critique argumentée des raisons qui avaient conduit le commissaire à l'un des trois choix possibles : l'approuver, le rejeter ou bien le conserver à titre provisoire pour le soumettre l'année d'après à un jugement définitif. La précision et la rigueur avec lesquelles ces tâches furent remplies témoignent du sérieux qui caractérise le travail de cette Commission, dont les membres se sentirent investis d'une véritable mission : rénover la production éditoriale existante, qui était souvent désuète et inadaptée, afin de l'améliorer. Une rénovation qui allait au-delà de la mise en conformité avec les programmes, car les commissaires, tous compétents en matière non seulement de didactique des disciplines mais aussi de pédagogie, exigeaient également la mise en conformité des ouvrages avec la nouvelle conception de l'enfance qui s'était affirmée en Europe depuis l'avènement de la psychologie expérimentale.

- 4 Le bilan des travaux de la Commission se solda par le rejet de la moitié des livres examinés, et par le renvoi à une deuxième évaluation. L'année suivante, la Commission, sous la présidence de Giovanni Vidari, se trouva obligée d'examiner, entre les nouvelles parutions et les anciennes, quelque 1 300 volumes. Elle confirma les jugements émis en 1924 et fonctionna d'après des critères analogues. Il faudra attendre l'année 1926, et la nomination de la Commission Giuliano, pour voir l'avènement du fascisme servir de critère pour le rejet ou l'approbation des manuels d'histoire : entre-temps, le fascisme s'était transformé en dictature. Cette exigence sera affirmée avec une force encore plus grande en 1927, lorsque la Commission Romano voudra que tous les manuels pour l'école primaire établissent une adéquation complète entre « idéal national » et « idéal fasciste » à inculquer dès l'enfance. En 1928, la Commission Melchiori refusa de réexaminer les ouvrages considérés comme inadaptés à la formation spirituelle de la jeunesse italienne parce que dépourvus d'esprit fasciste, et elle appela de ses vœux l'institution du « *testo unico di Stato* » dans les écoles. Ce qui fut fait avec la loi du 7 janvier 1929, statuant que, à partir de la rentrée 1930, toutes les écoles primaires du Royaume utiliseraient pour toutes les disciplines les mêmes « livres uniques d'État ».
- 5 Les essais introductifs d'Anna Ascenzi et Roberto Sani mettent en évidence la façon dont le projet idéaliste du pédagogue Giuseppe Lombardo Radice, voulant faire de l'État le levier d'une pédagogie nationale élitiste, se changea progressivement en rouage permettant d'imposer les livres comme moyens de propagande et de formation de l'« homme nouveau », c'est-à-dire du « fasciste intégral ». La « Commission centrale pour l'examen des livres de classe » achevait ainsi sa parabole : d'un bout à l'autre de son existence, elle avait commencé par jeter les bases d'un contrôle étatique direct sur la production scolaire éditoriale, en se considérant comme la meilleure instance à même de juger de la qualité d'un livre de classe, pour finir par reconnaître dans l'État la seule instance habilitée à imposer le même manuel à tous les élèves, ce qui supprimait sa raison d'être.
-

AUTEURS

MARIELLA COLIN